



Conseil économique et social

Distr. générale
21 juin 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité des politiques de l'environnement

Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement

Onzième session

Genève, 2 et 3 septembre 2010

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour

Ordre du jour provisoire annoté de la onzième session*

Qui se tiendra au Palais des Nations, à Genève, et s'ouvrira le jeudi 2 septembre 2010,
à 14 h 30**

I. Ordre du jour provisoire

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Adoption du rapport de la dixième session.
3. Résultats de la seizième session du Comité des politiques de l'environnement et de la réunion du Bureau élargi du Comité des politiques de l'environnement qui intéressent le Groupe de travail.
4. Coordination des activités de surveillance et d'évaluation de l'environnement au niveau régional:
 - a) Appui à l'établissement du rapport d'évaluation des évaluations en vue de la septième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (Astana, 2011);

* Le présent document est publié à la date indiquée ci-dessus pour raisons techniques.

** Selon les procédures d'accréditation applicables aux réunions au Palais des Nations, les membres des délégations sont priés de remplir le bulletin d'inscription (disponible à l'adresse www.unece.org/meetings/practical_information/confpart.pdf), et de le retourner au secrétariat de la CEE, **au plus tard deux semaines avant la réunion**, par télécopie (+41 22 917 0107) ou par courriel (elizabeth.james@unece.org). Avant de se rendre à la réunion, les représentants sont priés de se présenter au Groupe des cartes d'identité de la Section de la sécurité et de la sûreté de l'ONUG, situé au portail de Pregny, 14, avenue de la Paix, Genève (voir le plan figurant à l'adresse www.unece.org/meetings/UN_Map.pdf) afin de se faire délivrer leur plaquette d'identité. En cas de difficulté, téléphoner au secrétariat de la CEE (+41 22 917 6307).

- b) Équipe spéciale intersectorielle conjointe sur les indicateurs de l'état de l'environnement;
 - c) Activités d'évaluation et de collecte de données dans d'autres instances intéressant le Groupe de travail.
5. Application des recommandations sur la surveillance et la gestion des informations issues des études de performance environnementale des pays:
- a) Azerbaïdjan;
 - b) Bosnie-Herzégovine;
 - c) Ex-République yougoslave de Macédoine.
6. Faits les plus récents en matière de surveillance et d'évaluation de l'environnement aux niveaux national et infranational ainsi qu'au niveau des entreprises.
7. Projet de directives pour l'élaboration de stratégies nationales permettant de faire de la surveillance de la qualité de l'eau un instrument de politique environnementale.
8. Présentation d'un rapport au Comité des politiques de l'environnement.
9. Questions diverses.

II. Annotations

Conformément à son mandat révisé (ECE/CEP/148, annexe III), le Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement est ouvert à tous les États membres de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et inclut l'Agence européenne pour l'environnement (AEE). Il se compose de fonctionnaires chargés de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement dans les pays membres de la CEE. Le Groupe de travail associera à ses activités des experts des organismes de statistique et autorités chargées du contrôle de conformité aux normes et des services sanitaires ainsi que des représentants de groupes importants, en particulier des secteurs commercial et industriel, de la communauté scientifique et des associations de la société civile s'occupant de protection de l'environnement.

Des représentants d'autres instances et réseaux internationaux – tels que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Division de statistique de l'ONU, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Centre européen de l'environnement et de la santé (CEES); les instances chargées des accords multilatéraux relatifs à l'environnement (AME) pertinents, en particulier ceux adoptés dans le cadre de la CEE, le Réseau mondial de systèmes d'observation de la Terre (GEOSS), et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – sont également invités à participer aux travaux du Groupe de travail.

Dans l'exercice de ses fonctions, le Groupe de travail se conforme aux procédures définies par le Comité exécutif de la CEE pour les équipes de spécialistes (ECE/EX/2006/L.3). En plus d'être distribués par les voies habituelles, les documents de la réunion seront affichés sur le site Web du Groupe de travail (www.unece.org/env/europe/monitoring/).

1. Adoption de l'ordre du jour

Le Groupe de travail sera invité à adopter l'ordre du jour de sa onzième session.

2. Adoption du rapport de la dixième session

Le Groupe de travail sera invité à adopter le rapport de sa dixième session, publié sous la cote ECE/CEP/AC.10/2009/2.

3. Résultats de la seizième session du Comité des politiques de l'environnement et de la réunion du Bureau élargi du Comité des politiques de l'environnement qui intéressent le Groupe de travail

Le Groupe de travail sera informé des débats tenus et des décisions prises à la seizième session du Comité, en octobre 2009, et à la réunion du Bureau élargi du Comité en mars 2010 sur: a) la mise en œuvre du programme de travail relatif à la surveillance et à l'évaluation de l'environnement; b) l'établissement d'un rapport d'évaluation en vue de la septième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe»; et c) la sélection des thèmes de cette conférence.

4. Coordination des activités de surveillance et d'évaluation de l'état de l'environnement au niveau régional

a) Appui à l'établissement du rapport d'évaluation des évaluations en vue de la septième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (Astana, 2011)

Le Groupe de travail sera informé des progrès accomplis dans l'établissement du rapport d'évaluation des évaluations du Groupe directeur pour les évaluations de l'environnement, qui a été créé par le Comité des politiques de l'environnement à sa seizième session. Le mandat du Groupe directeur et les résultats de sa première réunion, tenue à Genève les 25 et 26 mars 2010, sont disponibles en ligne à l'adresse: www.unece.org/env/efe/Astana/SGEA.html.

Le Groupe de travail devrait examiner, entre autres, les moyens par lesquels ses membres d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale pourraient faciliter la présentation de rapports nationaux d'évaluation environnementale et de communications des pays aux instances chargées des accords multilatéraux relatifs à l'environnement au titre de la procédure d'évaluation des évaluations.

b) Équipe spéciale intersectorielle conjointe chargée des indicateurs de l'état de l'environnement

Le Groupe de travail sera informé des résultats des deux réunions tenues par l'équipe spéciale en 2010.

Le Groupe de travail souhaitera peut-être formuler des observations sur la mise en œuvre de son mandat par l'équipe spéciale et sur la suite qui pourrait y être donnée.

c) Activités d'évaluation et de collecte de données dans d'autres instances qui intéressent le Groupe de travail

Des représentants de l'AEE, du PNUE, du CEES de l'OMS, de la Division de statistique de l'ONU, des instances chargées des accords multilatéraux relatifs à l'environnement et d'autres instances internationales voudront peut-être rendre compte des activités en cours et prévues en matière d'évaluation de l'environnement et de collecte de données sur l'environnement qui intéressent le Groupe de travail.

Le Groupe de travail souhaitera peut-être faire des observations sur les informations communiquées et envisager des moyens pratiques d'appuyer les activités susmentionnées.

5. Application des recommandations sur la surveillance et la gestion des informations issues des études de performance environnementale des pays

Le Groupe de travail continuera à faire le point des progrès réalisés et/ou des projets établis aux fins de la mise en œuvre par certains pays de recommandations concernant la surveillance de l'environnement et la gestion des informations sur l'environnement issues des études de performance environnementale (EPE) de ces pays. Les débats s'appuieront sur les sections pertinentes des EPE nationales et les exposés qui seront présentés lors de la session par des membres du Groupe de travail originaires des pays en question. Le Groupe de travail devrait formuler des observations et donner des conseils à ces pays pour faciliter la mise en œuvre des recommandations issues des EPE.

Conformément à la décision prise par le Groupe de travail à sa dixième session (ECE/CEP/AC.10/2009/2, par. 33), le débat tenu à la présente session portera sur les pays suivants:

a) Azerbaïdjan

Les parties du rapport sur l'étude qui traitent de la surveillance de l'environnement et de la gestion de l'information sur l'environnement dans le pays seront publiées sous la cote ECE/CEP/AC.10/2010/5.

b) Bosnie-Herzégovine

Les parties du rapport sur l'étude qui traitent de la surveillance de l'environnement et de la gestion de l'information sur l'environnement dans le pays seront publiées sous la cote ECE/CEP/AC.10/2010/3.

c) ex-République yougoslave de Macédoine

Les parties du rapport sur l'étude qui traitent de la surveillance de l'environnement et de la gestion de l'information sur l'environnement dans le pays seront publiées sous la cote ECE/CEP/AC.10/2010/4.

6. Faits les plus récents en matière de surveillance et d'évaluation de l'environnement aux niveaux national et infranational ainsi qu'au niveau des entreprises

Les membres du Groupe de travail, les experts des organismes nationaux de statistique et d'autres autorités centrales et infranationales (municipales, par exemple) ainsi que des représentants des grands groupes auront l'occasion de rendre compte brièvement des principales mesures prises récemment ou qui sont prévues dans leur pays ou au sein de leur organisme, de leur entreprise ou de leur association, en ce qui concerne:

a) La modernisation et la rénovation des réseaux nationaux de surveillance, en particulier ceux qui s'occupent de la qualité de l'air, de l'eau et des sols (nombre de stations, mesures automatisées et paramètres mesurés);

b) La mise aux point d'inventaires concernant les émissions dans l'atmosphère, les rejets d'eaux usées et les déchets;

- c) L'élargissement de la surveillance de la diversité biologique, y compris des forêts;
- d) L'amélioration du traitement des données, y compris les normes en matière d'assurance de la qualité et de contrôle des données et la gestion des bases de données;
- e) Le renforcement des mécanismes institutionnels pour le partage et l'échange de données entre les ministères de l'environnement, les institutions chargées de l'information sur l'environnement, les instituts d'écologie, les services d'hydrométéorologie, les bureaux de statistique, ainsi que les ministères de la santé, de l'eau, de l'agriculture, de l'industrie, des transports et de l'énergie;
- f) La publication des évaluations environnementales aux niveaux infrarégional, national et infranational et à l'échelle des projets ainsi que des indicateurs utilisés;
- g) La présentation de rapports sur l'environnement à la communauté internationale, en particulier aux instances chargées des AME.

Les communications écrites (en anglais et/ou en russe) portant sur les sujets précités devraient être fournies au secrétariat avant le 10 août 2010 de manière à assurer leur distribution à tous les participants inscrits avant la réunion.

7. Projet de directives pour l'élaboration de stratégies nationales permettant de faire de la surveillance de la qualité de l'eau un instrument de politique environnementale

Conformément à son programme de travail en vigueur jusqu'à fin 2010 (ECE/CEP/AC.10/2008/2, annexe I, travaux à entreprendre 1.1), le Groupe de travail devrait établir des directives en vue d'aider les pays de l'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale (EOCAC) ainsi que les pays intéressés de l'Europe du Sud-Est à revoir leurs programmes de surveillance de la qualité de l'eau afin de faire de la surveillance un outil pratique pour élaborer des politiques environnementales, définir les grands objectifs et concevoir des stratégies de réduction de la pollution. Un autre but est de mesurer les progrès obtenus dans la réalisation desdits objectifs et l'efficacité des mesures de réduction. Pour faciliter les débats, le secrétariat distribuera plusieurs projets de directives établis avec l'aide d'un consultant (ECE/CEP/AC.10/2010/6).

8. Présentation de rapports au Comité des politiques de l'environnement

Le Groupe de travail examinera les principaux résultats des activités qu'il a menées au cours de la période 2008-2010, y compris les réalisations obtenues et les difficultés rencontrées. Le Bureau sera ensuite invité à rendre compte de ces résultats au Comité des politiques de l'environnement à sa réunion de novembre 2010, dans le contexte du débat relatif à la mise en œuvre par le Groupe de travail de son mandat. Les membres du Groupe de travail devraient faire part, le cas échéant, d'exemples d'effets que le Groupe a eus sur des situations de pays dans le cadre de ses activités de surveillance et d'évaluation. Le Groupe de travail envisagera peut-être d'apporter des modifications à son mandat actuel, qu'il enverrait ensuite au Comité pour approbation.

9. Questions diverses

Au moment de la rédaction du présent document, le secrétariat n'avait pas de questions à proposer au titre de ce point.

III. Organisation des travaux

<i>Date</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>
Jeudi 2 septembre 2010	
14 h 30-14 h 40	1
14 h 40-14 h 50	2
14 h 50-15 h 10	3
15 h 10-16 h 10	4 a)
16 h 10-16 h 40	4 b)
16 h 40-17 h 30	4 c)
Vendredi 3 septembre 2010	
09 h 30-10 h 30	5 a)
10 h 30-11 h 30	5 b)
11 h 30-12 h 30	5 c)
14 h 30-15 h 40	6
15 h 40-16 h 30	7
16 h 30-17 h 20	8
17 h 20-17 h 30	9
